



HAL
open science

Faut-il fermer les musées-mémoriaux ?

Julie Lavielle

► **To cite this version:**

Julie Lavielle. Faut-il fermer les musées-mémoriaux?. Sarah Gensburger; Sandrine Lefranc. La mémoire collective en question(s), Presses Universitaires de France, pp.467-475, 2023, Le lien social, 978-2-13-083599-8. hal-04180945

HAL Id: hal-04180945

<https://hal.science/hal-04180945v1>

Submitted on 14 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Faut-il fermer les musées-mémoriaux ?

Julie Lavielle

Politiste, Institut des Sciences sociales du politique

Le 11 mars 2020, lors de la première Journée nationale en hommage aux victimes du terrorisme, le président de la République Emmanuel Macron annonce la création d'un « Mémorial du terrorisme en France ». Ce mémorial, affirme-t-il, sera « un musée unique au monde qui opposera à la barbarie et à la force mortifère de l'oubli la lumière vitale de la mémoire et de la connaissance ». S'il est bien unique, le Musée mémorial des sociétés face au terrorisme (tel qu'il est nommé au moment de l'annonce présidentielle en question) s'inscrit aussi dans un mouvement international de construction de musées mémoriaux qui s'est intensifié depuis les années 1990. Ces musées qui sont dédiés à un évènement ou à une période historique et qui rendent hommage à une souffrance collective (Williams, 2007) sont à l'image des groupes sociaux qui se rassemblent derrière la désormais célèbre maxime « se souvenir du passé pour ne pas le répéter » : hétérogènes. Portés par des acteurs politiques privés (associations de victimes, fondations) ou publics (États, autorités administratives régionales ou municipales), ils abordent des périodes et des évènements historiques variés : traite négrière et esclavage, Holocauste, crimes liés au régime soviétique, conflits armés et dictatures, génocides, terrorisme... Une liste non exhaustive de musées mémoriaux témoigne de ce caractère global et de cette diversité thématique : le Musée mémorial de la Paix d'Hiroshima (ouvert en 1955), le Musée du génocide Tuol Sleng de Phnom Penh (1980), le Musée mémorial de l'Holocauste des États-Unis (1993), le Mémorial bulgare des victimes du communisme et de la résistance (1993), le Musée du District Six du Cap en Afrique du Sud (1994), le Mémorial aux Juifs assassinés d'Europe de Berlin (2005), le Musée de la mémoire et des droits humains de Santiago du Chili (2010), le Mémorial et musée national du 11 septembre à New York (2014), ou enfin le Musée Centre Mémorial des Victimes du Terrorisme de Vitoria-Gasteiz (2021).

La profusion de musées mémoriaux et l'unanimité autour de leur capacité à apaiser les sociétés tranchent cependant avec la persistance de la survenue d'évènements violents, de guerres civiles et de conflits armés dans le monde. Certains espaces, à l'image de la Maison de la mémoire du Pacifique de Nariño à Tumaco en Colombie, sont même construits alors que la guerre est toujours en cours dans les sociétés en question. Par ailleurs, leur pouvoir de formation de citoyens tolérants peut être questionné. En Europe, la profusion de musées et de mémoriaux qui traitent des deux conflits mondiaux ne s'accompagne pas d'un déclin du nationalisme, bien au contraire (Neumayer, 2012). Finalement, ces espaces permettent-ils vraiment aux sociétés sortant d'épisodes historiques violents de « s'opposer à la barbarie » ?

Vers la matérialisation de la maxime « se souvenir du passé pour ne pas le répéter »

Tout comme les monuments aux morts, les musées mémoriaux sont des « lieux de fondation de l'identité des survivants », ces derniers y projetant les causes et les valeurs qu'ils défendent (Koselleck, 1997). Leurs objectifs sont pourtant sensiblement différents. Alors que les monuments aux morts du 19^{ième} et de la première moitié du 20^{ième} siècles racontaient un passé triomphant qui rassemblait la nation autour de figures héroïques, les musées mémoriaux contemporains mettent en récit une souffrance et des erreurs qui ne doivent pas se répéter. Marqués par « l'impératif global de mémoire » qui fait de l'Holocauste une leçon universelle (Levy et Sznajder, 2010), les musées mémoriaux se fondent sur l'idée que la transmission du passé douloureux est un vecteur

de transformation des comportements, de pacification des rapports sociaux et de réparation symbolique des victimes. L'intérêt croissant pour les musées mémoriaux s'inscrit en effet dans une « configuration testimoniale » (Fassin et Rechtman, 2007) marquée par un intérêt pour le traumatisme et une légitimation de l'expérience des victimes. Il est également lié au « boom de la mémoire » des années 1980, période où la question mémorielle est investie par de nombreux journalistes, chercheurs, artistes et associations. Les musées mémoriaux sont un indice, parmi bien d'autres - livres, séries télévisées, documentaires, recherches généalogiques, de cet intérêt pour les passés douloureux.

À partir des années 2000, leur place croissante dans le paysage culturel et politique s'appuie sur des réseaux nationaux et internationaux qui les rassemblent autour de références, de normes et de pratiques communes. À l'échelle internationale, ces réseaux sont liés au Conseil International des Musées (ICOM) : c'est le cas de la Coalition internationale des sites de conscience, créée en 1999 et qui rassemble 275 lieux qui « préservent les souvenirs les plus traumatisants » et promeuvent les droits humains, et du Comité international pour les musées à la mémoire des victimes de crimes publics (ICMEMO) créé en 2001 dans le but « d'encourager le devoir de mémoire » et de promouvoir l'enseignement et les connaissances au service de la paix. En France, le Réseau français des musées et mémoriaux rassemble une centaine de lieux qui traitent des conflits contemporains. Des fondations jouent un rôle dans la circulation, et en conséquence, l'homogénéisation, des manières de « mettre en musée » la violence passée. Par exemple, la fondation britannique Aegis-Trust qui agit dans la prévention des génocides a géré la construction du Musée mémorial de Gisozi au Rwanda. Les dispositifs muséographiques s'y inspirent des espaces qui commémorent la Shoah, car les fondateurs d'Aegis-Trust avaient auparavant participé à la construction du Centre et Musée national de l'Holocauste de Newark (Dumas et Korman, 2011).

Les musées mémoriaux partagent en effet de nombreuses caractéristiques. Dans leur forme tout d'abord. Ils occupent une place particulière dans l'espace public, car ils sont faits pour ne pas laisser le visiteur et le passant indifférents. Lorsqu'ils ne sont pas situés sur des lieux où se sont déroulés des événements violents, comme par exemple les centres de détention et d'internement, ils ont une architecture imposante. À l'intérieur, les expositions qu'ils proposent sont conçues à partir de l'idée que la transmission de l'histoire se fait à travers l'émotion et l'identification des visiteurs à des parcours biographiques individuels. La muséographie recourt à un ensemble de dispositifs, tels que les murs de noms et de portraits, les ambiances sonores qui restituent l'enfermement ou la peur qu'ont vécus les victimes, les archives personnelles de ces dernières ou encore les espaces destinés au recueillement. Le corps du visiteur est au cœur de la scénographie : il doit toucher au plus près la souffrance des victimes afin que le visiteur ait l'impression de prendre part à l'histoire qui est narrée, d'y jouer un rôle et d'être finalement responsabilisé. Cette « configuration pathique » (Mesnard, 2012) doit susciter des émotions, telles que la compassion ou la tristesse, qui à leur tour doivent être le vecteur d'une prise de conscience et d'un engagement du visiteur en faveur de la tolérance et de la coexistence pacifique. La part belle donnée au visiteur dans la muséographie ne doit pas faire oublier le cadre institutionnel qui structure le parcours de visite et définit ce qui peut être dit et senti en son sein. Comme tous les musées, les musées mémoriaux sont des institutions qui imposent et définissent des catégories d'identification et de classement. Les visiteurs sont ainsi invités à se sentir appartenir à un groupe, ceux qui savent et qui, par leur visite, témoignent d'un engagement en faveur de la paix et de la tolérance. Ils s'opposent à un autre groupe, ceux qui ignorent le passé, ou pire, le taisent, et sont condamnés à le répéter.

Des lieux profondément politiques

Pourvoyeurs de connaissances sur les passés récents de violence, déclencheurs d'une prise de conscience chez les visiteurs et acteurs clefs de la reconnaissance des victimes, les musées mémoriaux se voient attribuer de lourdes tâches et sont l'objet de projections multiples. Parce qu'ils témoignent de l'engagement des États dans la paix et parce qu'ils participent à former les visiteurs afin qu'ils soient de bons citoyens, ils semblent indispensables à la construction de sociétés respectueuses des droits humains. Depuis quelques années, les chercheurs et les chercheuses en sciences sociales pointent cependant le décalage qui existe entre le but noble et moral de formation à la citoyenneté attribué aux musées mémoriaux et leur portée politique et sociale réelle (Gensburger et Lefranc, 2017). Les musées mémoriaux demeurent en effet marqués du sceau de la politique, et leur partialité est toujours questionnée. Au Pays basque espagnol, la construction du Musée Centre Mémorial des Victimes du Terrorisme, financée par le ministère de l'Intérieur, a entraîné un mouvement de contestation par des associations mémorielles indépendantistes d'un discours muséal qui n'inclurait pas les victimes d'actes de violence commis par les forces de police. Au Chili, il est reproché au Musée de la mémoire et des droits humains, construit par le gouvernement en 2010, de produire un récit qui élude les divisions idéologiques et politiques qui structuraient la société chilienne avant le coup d'État de Pinochet et qui perdurent encore.

La construction de musées mémoriaux s'inscrit en effet dans des enjeux politiques qui n'ont pas tous de lien direct avec la construction de citoyens sensibles aux souffrances collectives du passé et à la réparation des victimes. À l'échelle internationale, la construction de musées mémoriaux par les États est un outil de légitimation qui atteste de la « bonne volonté » des gouvernants à rompre avec un passé violent dans lequel ils peuvent avoir eu des responsabilités (Sodaro, 2018). À l'échelle locale, ensuite, les musées mémoriaux participent au travail symbolique de construction d'une communauté politique. Ils sont des outils dans le « marketing territorial » des municipalités. À Nantes par exemple, la prise en compte du passé esclavagiste de la ville à travers l'organisation d'expositions et la construction du Mémorial de l'abolition de l'esclavage s'inscrivent dans un objectif de renouvellement de l'image de la ville, enjeu important dans un contexte de décentralisation et de mise en concurrence des villes (Hourcade, 2015). Ainsi, les musées mémoriaux sont avant tout des infrastructures qui participent à l'économie touristique. Le musée mémorial de l'Holocauste de Washington a reçu plus de 46 millions de visiteurs depuis son ouverture en 1993. Ce succès des musées mémoriaux génère des usages qui peuvent ainsi sembler en décalage avec leur but initial. À Berlin, les séances de photos de mode qui ont lieu au Mémorial aux Juifs assassinés d'Europe suscitent régulièrement des polémiques. Ces usages profanes de lieux d'hommages amènent de nombreux chercheurs à porter un regard critique sur ce tourisme de la mémoire et ses conséquences. Sous le terme aujourd'hui institué de « dark tourism » (Lennon et Foley, 2000), ils opposent le caractère sacré des événements qui sont commémorés et l'importance de conscientiser les visiteurs à la nécessité croissante de se conformer à des pratiques touristiques structurées par le capitalisme néolibéral.

Ces observations qui pointent des phénomènes, bien réels, d'instrumentalisation des musées mémoriaux, adoptent une approche commune des phénomènes sociaux : elles envisagent l'action des individus comme étant motivée par des calculs stratégiques. Les acteurs politiques construisent des musées à des fins de légitimation et de développement économique ; les visiteurs se rendent dans les musées mémoriaux afin de soulager leur conscience et de doter leur pratique touristique d'un label éthique. Il est pourtant impossible de prévoir ce qui se passe au sein des musées mémoriaux, et leur rôle politique ne saurait être réduit à leur instrumentalisation.

Dans les interstices des musées mémoriaux

Après avoir interrogé des lycéens qui venaient de visiter une exposition organisée à Bruxelles sur le centenaire de la Première Guerre mondiale, des chercheurs ont mis en évidence une diminution de l'adhésion aux valeurs de paix et une montée du nationalisme entre le moment où ils sont entrés et le moment où ils sont sortis de l'exposition (Bouchat, Klein et Rosoux, 2016). Cela signifie-t-il pour autant que les visiteurs sont indifférents aux messages délivrés par les musées mémoriaux ? Les travaux de Maurice Halbwachs sur les croisements entre les souvenirs individuels et l'histoire nationale permettent de répondre à cette question. Selon lui, si un individu peut replacer ses souvenirs dans des tableaux et des gravures représentant l'histoire contemporaine, c'est parce que son passé porte déjà la marque de l'histoire. Bien que les premiers souvenirs d'événements historiques ne remontent qu'aux huit ou neuf ans d'un enfant, ce dernier est néanmoins en contact avec une histoire qui le précède : celle de ses parents, porteurs d'habitudes et de traits propres à une « atmosphère psychologique et sociale unique » (Halbwachs, 1950). Ainsi, les visiteurs des musées mémoriaux perçoivent l'histoire à travers leurs souvenirs biographiques et familiaux : ils ne les plaquent pas artificiellement sur le récit muséal mais ils reconnaissent dans ce récit les marques historiques qui imprègnent leurs souvenirs personnels.

La réponse à la question des effets des musées mémoriaux sur les représentations des visiteurs appelle ainsi à la nuance. La transmission n'est pas un simple transfert d'une connaissance ou d'une valeur du musée au visiteur, mais elle se fait à travers les échos entre les parcours de vie des visiteurs et les contenus qui sont exposés (Antichan, Gensburger et al., 2016). Les musées mémoriaux, plus qu'ils ne « transforment » les visiteurs, entrent en résonance, donnent un sens et actualisent leurs dispositions, c'est-à-dire leurs tendances à croire, à penser, voir, sentir, apprécier ou agir d'une certaine manière. En d'autres termes, les visiteurs voient, perçoivent et s'approprient les fragments des musées mémoriaux qui font écho à leurs trajectoires biographiques, à leurs groupes d'appartenance, à leurs sensibilités politiques et artistiques... bref, à des éléments qui sont extérieurs aux musées mémoriaux et leur préexistent.

Les résultats mitigés sur la transformation des consciences des visiteurs par les musées mémoriaux que mettent en lumière plusieurs recherches récentes en sciences sociales ne doivent pas nous amener à conclure à une inutilité de ces espaces. Il faut plutôt nous demander : les effets sociaux et politiques des musées mémoriaux reposent-ils sur la transmission d'un message univoque et sur une conviction morale unanime chez les individus qui les visitent ? Il convient en effet de les envisager comme des espaces-médiums dont le rôle essentiel est de permettre à des groupes sociaux hétérogènes d'entrer en relation les uns avec les autres. La force politique des musées mémoriaux se situe ainsi dans un interstice qui ne peut pas être anticipé et cadré par leurs concepteurs et qui échappe à l'évaluation de leur efficacité. Elle se situe dans le rassemblement général de groupes d'origines sociales, d'opinions politiques, de convictions religieuses différentes au sein de ces espaces. Les visiteurs sont à la fois liés à un lieu et liés entre eux. Les musées mémoriaux sont ainsi des « opérateurs relationnels » (Le Marec, 2015) qui regroupent des individus autour d'une idée, celle qu'il est important de souvenir des passés violents pour qu'ils ne se répètent pas. Et ce qui compte, ce n'est pas tant qu'ils y *croient*, mais qu'ils se *réunissent* autour de cette maxime *au sein d'un lieu*.

Pour conclure, nous pouvons nous demander : plutôt que de fermer les musées mémoriaux, ne faut-il pas renouveler le regard porté sur leur rôle ? Le potentiel politique de ces espaces réside dans ce qu'ils produisent et qu'ils n'anticipent pas : dans la provocation de souvenirs ou de pensées (qui n'ont parfois pas de liens avec le contenu exposé) et dans le rassemblement de groupes sociaux multiples autour de l'importance de se souvenir de la violence passée (qui ne se concrétise pas littéralement dans la vie quotidienne).

Pour aller plus loin

Sylvain Antichan, Sarah Gensburger et al. *Visites scolaires, histoire et citoyenneté*, Paris, La Documentation Française, 2016.

Hélène Dumas et Rémi Korman. «Espaces de la mémoire du génocide des Tutsis au Rwanda. Mémoires et lieux de mémoire », *Afrique contemporaine*, vol. 238, no. 2, 2011, pp. 11-27.

Didier Fassin et Richard Rechtman, *L'empire du traumatisme: enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion, 2007.

Sarah Gensburger, Sandrine Lefranc, *À quoi servent les politiques de mémoire ?*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2017.

Renaud Hourcade, « L'espace des politiques mémorielles locales. Variables territoriales et part du national dans quatre anciens ports négriers de France et du Royaume-Uni », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 22, no. 1, 2015, pp. 59-82.

Reinhart Koselleck, « Les monuments aux morts, lieux de la fondation de l'identité des survivants », *L'expérience de l'histoire*, Paris, Hautes Etudes/Gallimard/Le Seuil, 1997, pp. 135-160.

Joëlle Le Marec, « Muséologie participative, évaluation, prise en compte des publics : la parole introuvable » in Jacqueline Eidelman, Mélanie Roustan et Francine Mariani-Ducray, *La place des publics*, Paris, La documentation française, 2015, p. 247-264.

John J. Lennon et Malcolm Foley, *Dark tourism*, London - New York, Continuum, 2000.

Daniel Levy et Natan Sznaider, *Human rights and memory*, Penn State University Press, 2010.

Philippe Mesnard, « La question du pathos dans les espaces des musées et des mémoriaux » dans Annette Becker et Octave Debary (eds.), *Montrer les violences extrêmes : théoriser, créer, historiciser, muséographier*, France, Creaphis Éditions, 2012, pp. 63-96.

Laure Neumayer, « "Dépasser Trianon". Les transformations du nationalisme hongrois, de la « politique de la nation » à la protection des minorités dans l'UE », *Politique européenne*, vol. 37, no. 2, 2012, pp. 102 – 131.

Amy Sodaro, *Exhibiting Atrocity: Memorial Museums and the Politics of Past Violence*, Rutgers University Press, 2018.

Paul Williams, *Memorial Museums: The Global Rush to Commemorate Atrocities*, Oxford-New York, Berg Publishers, 2007.